
ARYM (Macédoine) : le ministre de l'Intérieur embarrassé par l'arrestation d'un de ses collaborateurs

Description

Par Stéphan Altasserre (sources : *Kurir MK, Dnevnik MK*)

Le 10 mars 2018, Dragan Simonovski, conseiller du ministre de l'Intérieur en charge des Affaires pénitentiaires, a été arrêté par les services de police. Il est accusé d'avoir porté atteinte au secret de l'enquête dans une affaire en cours et est poursuivi pour «abus de position officielle et d'autorité».

Le même jour, le ministre de l'Intérieur, Oliver Spasovski, a déclaré à la presse qu'il était reproché à son conseiller d'avoir rencontré une détenue le 26 février dernier dans un établissement pénitentiaire médicalisé de Skopje, et de l'avoir informée que des mesures d'enquête spéciales la visaient actuellement (investigations téléphoniques, surveillance), tandis que d'autres lui seraient prochainement appliquées (placement d'un informateur à son contact). Au cours du même entretien, le conseiller lui aurait également indiqué qu'elle devait dans son intérêt se montrer plus prudente. Le ministre a exprimé le souhait que le principe de «tolérance zéro» soit appliqué, non seulement à l'égard de son collaborateur, mais également à l'égard de toute personne ayant compromis des investigations judiciaires.

Compte tenu des charges qui pèsent contre lui, le Tribunal correctionnel de Skopje a d'ores et déjà décidé de confisquer son passeport à D.Simonovski. La juridiction lui a aussi interdit de travailler et de quitter sa ville de résidence, tout en lui enjoignant de répondre personnellement aux convocations. Cependant, le conseiller a été laissé en liberté sous caution. Le 11 mars, l'avocat de D.Simonovski a transmis à la presse la liste de l'ensemble des mesures de précaution émises à l'encontre de son client.

Une partie de la classe politique a réagi à cette affaire: l'Union social-démocrate de Macédoine (SDSM) a indiqué que la Macédoine était devenue un État de droit et que, en conséquence, chaque individu devait être tenu responsable de ses actes personnels. Le parti d'opposition Organisation révolutionnaire interne macédonienne (VMRO-DPMNE), quant à lui, a accusé le ministère de l'Intérieur d'œuvrer pour la protection des crimes et la corruption.

date créée

26/03/2018

Champs de Méta